

Agriculture

qui devrait nous préoccuper. Après tout, c'est notre plus ancien secteur d'activité. N'est-il pas normal que nous nous en préoccupions? Pourquoi ne pourrions-nous pas avoir deux débats à ce sujet la même semaine? Nous devrions sans doute en avoir trois. A mon avis, le gouvernement devrait fournir conseils et aide aux agriculteurs. Il faut également reconnaître que l'agriculture évolue. Elle est fort différente de ce qu'elle était il y a des années.

Je me souviens d'une expérience que j'ai vécue et qui, à mon avis, éclaire à certains égards ce qui se passe dans l'agriculture contemporaine. En 1965, j'ai rencontré un homme d'un certain âge. D'après son nom—McEachern—je savais qu'il était originaire d'une région agricole fort prospère de ma circonscription. Je lui ai donc demandé pourquoi ses ancêtres avaient quitté la très riche région d'Eldon Township, dans le comté de Victoria, pour s'installer dans un pays où l'agriculture était littéralement non existante. Cette région renfermait surtout des lacs et des forêts. Il m'a répondu que la même chose se produisait à l'heure actuelle et que les jeunes étaient forcés de quitter les régions agricoles pour aller gagner leur vie à la ville. Il m'a raconté qu'au siècle dernier, ses ancêtres étaient venus dans la région parce qu'ils étaient attirés par l'industrie. Il a dit que l'histoire se répétait. Le ministre devrait prendre cela en considération dans ce débat sur l'agriculture.

● (1640)

Nous devons nous montrer entreprenants dans ce domaine. Nous sommes portés à oublier que le mode de vie des agriculteurs a totalement changé. Les ruraux veulent profiter des mêmes avantages que les citadins, et avec raison. Ils veulent des loisirs et des vacances. Nos grands-pères travaillaient sur la ferme familiale de 12 à 18 heures par jour. La petite école du rang a disparu. Les enfants des agriculteurs se rendent en cars à des écoles plus importantes où ils se mêlent à d'autres gens.

Il n'y a plus qu'un seul mode de vie aujourd'hui. Il n'y a pas de mode de vie particulier aux villes, aux villages ou aux campagnes comme autrefois. On avait l'habitude de dire, ce garçon vient de la campagne. Nous sommes maintenant tous pareils. C'est pour cette raison que nous devons changer nos méthodes et nos idées vis-à-vis du monde agricole.

Le ministre et le gouvernement ne se rendent pas compte que le prix des terres a augmenté. Je parlerai du ministre plus tard. Je sais que je parle d'une chose qui s'est passée plus près de sa région que de la mienne quand je cite un exemple pris dans le canton de Dover. Je me souviens d'un garçon qui a acheté une ferme il y a 15 ou 20 ans pour la somme de \$60,000. Cette ferme ne peut être divisée ou mise en valeur d'aucune autre façon que par la culture. Elle est située dans une région de terrain bas qui longe la rivière St. Clair. Quand il a vendu sa ferme l'an dernier, il a obtenu 1.25 million de dollars. Comment un agriculteur qui possède aujourd'hui 200 acres de terre pourrait-il en tirer seulement assez pour payer les intérêts d'une telle somme? C'est là un aspect que le ministre oublie.

Il faut particulièrement surveiller ce secteur car il présente bien des risques. Voyons le coût des machines agricoles. Quand nos ancêtres ont colonisé le pays, ils se servaient du pauvre cheval qui ne demandait pour tout salaire qu'un peu de foin et d'avoine. Le cheval coûtait peut-être \$125, ou peut-être encore moins. Les machines qu'ils utilisaient ne coûtaient guère plus.

Aujourd'hui, on a besoin de tracteurs pour exploiter une ferme et les moins chers se vendent jusqu'à \$60,000. Le prix d'un tracteur peut facilement dépasser \$100,000.

M. Bloomfield: Ce n'est pas exact.

M. Scott (Victoria-Haliburton): Je connais quelque peu les tracteurs. Je sais qu'on peut en acheter de petits. Je veux parler de l'agriculteur d'aujourd'hui qui veut s'acheter un gros tracteur.

M. Bloomfield: Ce n'est pas exact.

M. Scott (Victoria-Haliburton): Je ne connais pas vos antécédents, mais je ne pense pas me tromper de beaucoup. Je connais bien des agriculteurs qui ont payé \$60,000 pour leur tracteur et qui le trouvent encore petit. Je ne pense pas me tromper de beaucoup.

Que dire du financement et des taux d'intérêt? Comment pouvons-nous nous attendre à ce que ces gens possèdent de pareilles sommes? Combien l'exploitation d'une ferme coûte-t-elle? Tout à l'heure, nous avons entendu parler d'un homme qui paie \$80,000 en intérêts sur un emprunt qu'il a contracté pour acheter un parc d'engraissement. N'avons-nous pas tendance à oublier ces choses-là? Pourtant, cet agriculteur n'est pas admissible à un prêt en vertu de la loi sur les prêts aux petites entreprises.

L'agriculture est une industrie. Certaines exploitations sont de très grosses entreprises. Notre excellent gouvernement avait toutes les réponses en décembre 1979. Combien le carburant coûte-t-il aux agriculteurs aujourd'hui? Le gaz-oil est passé à 62c. Qu'est-ce que mon ami, en face, trouve à dire à ce sujet? C'est son parti qui nous disait comment administrer le pays du temps où il formait l'opposition. Qu'est-il advenu de toutes les promesses des libéraux? Pourquoi les Canadiens devraient-ils faire confiance au gouvernement actuel? Qu'est-il advenu de la promesse que les libéraux ont faite, pendant l'hiver 1980, de nous donner une société-meurleure?

La semaine dernière, j'ai reçu un appel téléphonique d'un agriculteur de ma circonscription. Il ne se plaignait pas seulement des taux d'intérêt élevés. Je ne suis pas un producteur de maïs. Quoi qu'il en soit, il m'a demandé de porter ceci à l'attention de la Chambre. Il m'a dit qu'un baril de 45 gallons de Lastle, un produit à pulvériser sur les champs de maïs, coûtait \$1,000. Je suppose que ce produit a été mis au point par l'industrie chimique. Je dois dire, en toute justice, qu'il faut probablement le diluer dans de l'eau, mais le fait demeure qu'il est très coûteux. Cet agriculteur doit rencontrer le ministre de l'Agriculture du gouvernement fédéral (M. Whelan) et de celui de l'Ontario demain, à Toronto.

Voilà un des maux dont souffre actuellement notre agriculture. Nous ne nous sommes pas occupés de ce secteur. Pourtant, nous faisons des courbettes devant les constructeurs automobiles et autres industriels qui n'apportent pas autant à l'économie que les agriculteurs, sur le plan financier. Certains pensent que les prix agricoles s'établissent sur les marchés mondiaux, que le mécanisme des prix leur échappe, et qu'ils n'ont d'autre ressource que de baisser leur coût de production. Comment pourraient-ils le faire? Le prix des tracteurs, du carburant, et de tout le reste augmente dans des proportions effarantes. Certains n'ont d'autre solution que de vendre ce qu'ils ont, de vendre leur exploitation pour essayer de sauver quelque chose avant de tout perdre. Il y a longtemps que nous aurions dû venir en aide à ce secteur en difficulté.